

## Une Ong internationale dénonce l'impasse politique au Burundi

Arrib News, 10/02/2011 – Source APASix mois après la nouvelle victoire électorale du Conseil national pour la défense de la démocratie et Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD), le Burundi s'enfoncé dans une impasse politique. L'ONG internationale Crisis Group (ICG), dans un rapport, a déclaré : « La crise politique au Burundi pourrait se transformer en une crise majeure susceptible de remettre en cause dix ans de progrès », note le document, publié à l'initiative d'une conférence internationale regroupant des représentants de l'Ouganda, de la Tanzanie, de l'Afrique du Sud, du Kenya, du Rwanda, de la République démocratique du Congo, de l'Éthiopie et la Zambie.

En effet, regrette Crisis International, au lieu de consolider la démocratie, les élections communales, parlementaires et présidentielle de 2010 ont abouti à la marginalisation de l'opposition, au passage dans la clandestinité des Forces nationales de libération (FNL) et à l'émergence d'une nouvelle rébellion. Combinée à un système de gouvernance cette évolution pourrait conduire à un recul démocratique, note le texte. Seul le rétablissement du dialogue politique entre le gouvernement et l'opposition, la sortie de la clandestinité pour les FNL et le renforcement des institutions démocratiques sont de nature à inverser cette dangereuse évolution, selon l'ONG. Elle demande au gouvernement et à l'opposition de reconfigurer de manière consensuelle le forum permanent des partis politiques afin d'avoir un cadre de dialogue institutionnel, et d'engager sans plus tarder un dialogue constructif en vue d'assainir le climat politique et sécuritaire du pays. Elle invite aussi les deux parties de s'accorder sur une loi relative au statut de l'opposition et d'adopter un code de bonne conduite comprenant des garanties sécuritaires et le libre exercice des droits politiques pour les responsables de l'opposition. L'ONG appelle également pour la tenue libre et sans entrave des réunions des partis politiques d'opposition, la fin des arrestations arbitraires de militants des partis d'opposition et la libération de ceux illégalement arrêtés. Au gouvernement, ICG demande de mettre un terme à la campagne de harcèlement judiciaire, d'intimidation et de menaces contre les associations de la société civile et les médias et d'octroyer des garanties de sécurité et l'absence de poursuites contre Agathon Rwasa, de libérer les militants des FNL incarcérés et annuler la décision administrative de reconnaissance du nouveau président des FNL. Lire l'intégralité du Rapport